

02BS71

-7

CESSION DE PARTS DE S.A.R.L.

28022

L'AN DEUX MILLE SIX,
Le 08/02/2006 (Paraphes)

A-G

ew

Ci-après dénommés « le cédant »

Monsieur GARCIA Alexandre, gérant ;
Déclare posséder 40 parts sociales ;
Demeurant à CRECY LA CHAPELLE (77580), 26 rue Montbarbin ;
Né à PARIS 9^{ème}, le 17/11/1977 ;
Célibataire ;
De nationalité française ;

De première part,

Ici présent

Ci-après dénommées « le cessionnaire »

Monsieur VIVIEN Cédric Roger ;
Déclare posséder 40 parts sociales
Demeurant à VILLIERS SUR MORIN (77580), 10 rue de la Picardie ;
Né à Fresnes (94), le 27/03/1978 ;
Célibataire ;
De nationalité française ;

Ici présent

On préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Il existe une société dénommée SARL 1 FORMATIC SERVICES, Société à Responsabilité Limitée au capital de 8.000,- EUR, divisé en 100 parts de 80,- EUR. chacune entièrement libérées et souscrites, dont le siège social à VILLIERS SUR MORIN (77580) - 10 bis rue de la Picardie, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de MEAUX sous le numéro 442 292 967 et ayant pour activité : Prestations de services informatiques, vente et achats de marchandise informatique.

Monsieur GARCIA Alexandre, Cédant, possède quarante parts (40 parts) de 80,- EUR. chacune numérotées de 41 à 80, qui lui ont été attribuées lors de la constitution de la société.

Ceci exposé, ils ont convenu ce qui suit :

CESSION

Monsieur GARCIA Alexandre cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit à :

Monsieur VIVIEN Cédric Roger, qui accepte, 40 parts sociales de 80,- EUR. chacune lui appartenant dans la société.

Monsieur VIVIEN Cédric Roger, deviennent propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et seront subrogés dans tous leurs droits et obligations attachés à ces parts.

Les cessionnaires auront seuls droits aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre de l'exercice en cours.

Enregistré à : SIE MEAUX EST
Le 27/03/2006 Bordereau n°2006243 Case n°16
Parcels : 25 €
Total liquidé : vingt-huit euros
Montant reçu : vingt-huit euros
Agent
Pénalités : 3 €

Ext 1323
Agent des Impôts
VIVIEN

A-G
ew

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix :

trois mille deux cents € (Prix en lettres) (paraphes) A.G

3200,00 € (Prix en chiffres) (paraphes) A.G ✓

que Monsieur VIVIEN Cédric Roger à payé à Monsieur GARCIA Alexandre qui le reconnaît et lui donne quittance.

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 47 de la loi du 24 juillet 1966 et à l'article 12 des statuts, cette cession intervenant au profit de tiers étrangers à la société nécessite l'agrément des nouveaux associés qui à été donné préalablement par consentement des anciens associés réunis en assemblée générale extraordinaire en date du

Huit février 2006 (Date en Lettres) (Paraphes) A.G ✓

08/02/06 (Date Chiffres) (Paraphes) A.G ✓

MODIFICATION DES STATUTS

Monsieur VIVIEN Cédric Roger ;
Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène ;

Agissant en qualité de seuls membres de la société, décident, en conséquence de la présente cession, de modifier corrélativement l'article 7 des Status pour y faire apparaître la nouvelle répartition du capital social et ce, à compter du jour où ladite cession aura été rendu opposable à la société.

PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

Monsieur VIVIEN Cédric Roger , à concurrence de quatre vingt parts sociales ;
ci,.....80 parts

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène , à concurrence de vingt parts sociales ;
ci,.....20 parts

TOTAL EGAL au nombre de parts composant le capital social :100 parts

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportion sus indiqués et qu'elles sont intégralement libérées.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Les cédants déclarent que la société SARL 1 FORMATIC SERVICES est soumise à l'impôt sur le revenus et que les parts sociales cédées ont été créés en vue de rémunérer les apports effectués à la société. Ils déclarent en outre que les parts cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers.

✓ A.G
2

FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la société dans les conditions prévues par l'article 1690 du code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ce qui en seront la conséquence seront supportés par les cessionnaires qui s'y obligent, à l'exception de ce concernant la modification des statuts qui seront supporté par la société.

Fait à Villiers sur Morin L'AN DEUX MILLE SIX,
Le huit février 2006
(Date et heures en Lettres) (Paraphes)

A.G CV

08/02/06
(Date Chiffres) (Paraphes)

A.G CV

En six originaux.

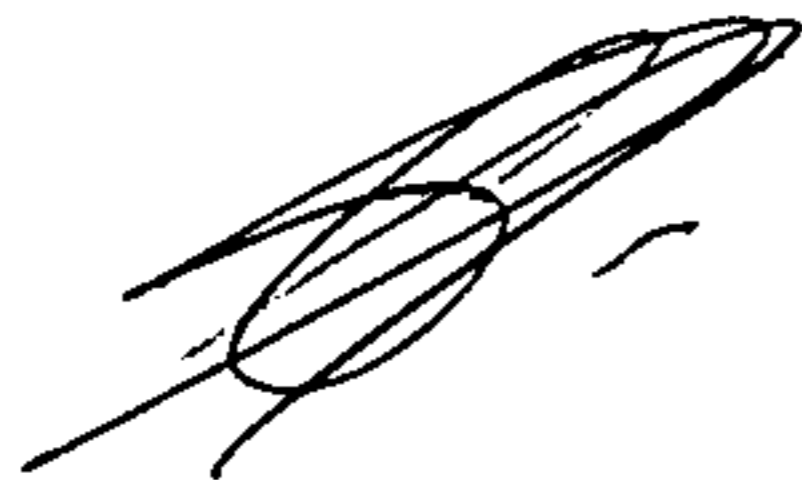
Monsieur GARCIA Alexandre,
(Faire précédé de « Bon pour cession de 40 parts »)

A.G Bon pour cession de 40 parts



Monsieur VIVIEN Cédric Roger,
(Faire précédé de « Lu et approuvé bon pour acceptation de cession »)

Lu et approuvé bon pour acceptation de cession -



PROCES VERBAL ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'AN DEUX MILLE SIX,

Le 08/09/06 (paraphes)

A. G. CW

A (23h30) Heures.

Les associés de la société dénommée «SARL 1 FORMATIC SERVICES» immatriculée au R.C.S de MEAUX sous le numéro 442 292 967 - Société à Responsabilité limitée à capital de 8.000,- EUR, dont le siège social est sis VILLIERS SUR MORIN (77580), 10 bis rue de la Picardie.

Se sont réunis au siège social sur convocation de son Gérant.

Monsieur GARCIA Alexandre, gérant ;
 Déclare posséder 40 parts sociales ;
 Demeurant à CRECY LA CHAPELLE (77580), 26 rue Montbarbin ;
 Né à PARIS 9^{ème}, le 17/11/1977 ;
 Célibataire ;
 De nationalité française ;

Ici présent.

Monsieur VIVIEN Cédric Roger ;
 Déclare posséder 40 parts sociales
 Demeurant à VILLIERS SUR MORIN (77580), 10 rue de la Picardie ;
 Né à Fresnes (94), le 27/03/1978 ;
 Célibataire ;
 De nationalité française ;

Ici Présent.

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène ;
 Déclare posséder 20 parts sociales suite mutation des parts sociales par voie de succession ;
 Demeurant à CHALIFERT (77700), 1 ruelle des Grands Jardins ;
 Née à BOULOGNE BILLANCOURT (92), le 24/03/1955 ;
 Veuve ;
 De nationalité française ;

Ici Présente.

Monsieur Le Président constate que tous les associés et futurs associés présents possèdent ensemble l'intégralité des parts sociales et qu'en conséquence l'assemblée peut valablement délibérer.

Monsieur le Président rappelle aux associés et futurs associés qu'ils sont réunis à l'effet de délibérer sur les ordres du jour suivants :

ORDRES DU JOUR

1°) Transfert de la gérance de la SARL 1 FORMATIC SERVICES.

Démission de Monsieur GARCIA Alexandre, gérant.

Nomination de Monsieur VIVIEN Cédric à la fonction de gérant.

Un échange de vue à lieu entre les associés,

AG

CW

A. G

Monsieur le Président met aux voix la résolution suivante :

I- DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE :

RESOLUTIONS :

1°) Les associés déclarent à l'unanimité accepter la démission de la fonction de gérant de Monsieur GARCIA Alexandre et la nomination au fonction de gérant de Monsieur VIVIEN Cédric. A compter du

huit février 2006

Date en Lettres (paraphes)

A.G
w

08/02/06

date Chiffres (paraphes)

A.G
w

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal.

La séance est levée le

huit février 2006

Date en Lettres (paraphes)

A.G
w

à 23h40

date Chiffres (paraphes)

A.G
w

A.G
w

Monsieur GARCIA Alexandre, gérant

A.G
Garcia

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène

~~He~~
~~Vivien.~~

Monsieur VIVIEN Cédric Roger

w
Vivien

I- DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE :

RESOLUTION :

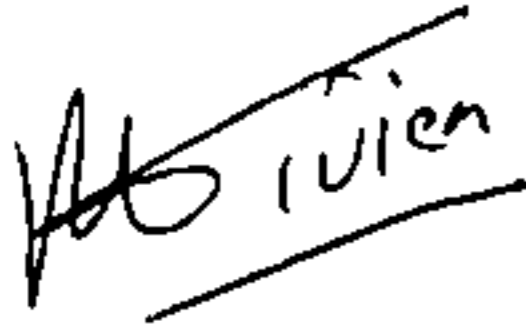
1°) Les associés déclare à l'unanimité accepter le transfert du siège social de la SARL 1 FORMATIC SERVICES au 4 rue de la Picardie à VILLIERS SUR MORIN (77580), l'ancien siège sera conservé comme établissement complémentaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

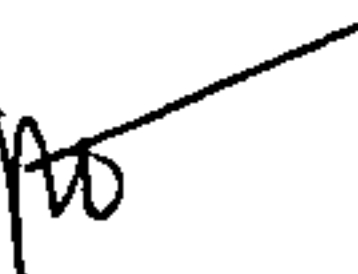
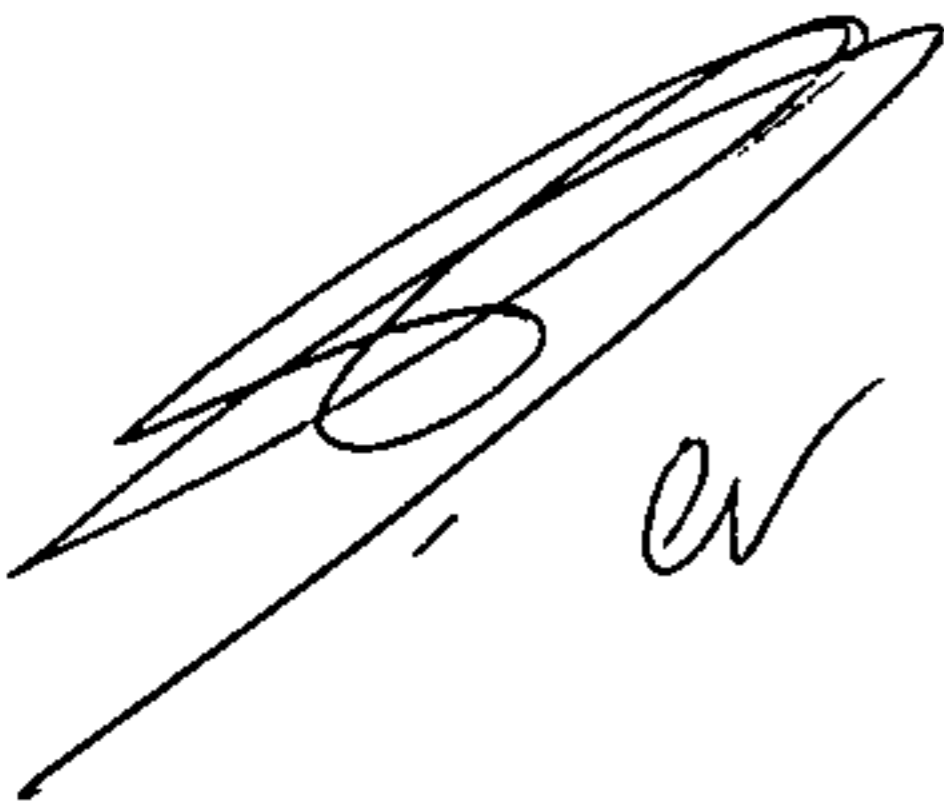
De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal.

La séance est levée le 11/02/2006, à onze Heures

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène



Monsieur VIVIEN Cédric Roger



17 AVR. 2006

CESSION DE PARTS DE S.A.R.L.

L'AN DEUX MILLE SIX,
Le 11/02/2006.

Ci-après dénommés « le cédant »

Monsieur VIVIEN Cédric Roger ;
Déclare posséder 80 parts sociales
Demeurant à VILLIERS SUR MORIN (77580), 10 rue de la Picardie ;
Né à Fresnes (94), le 27/03/1978 ;
Célibataire ;
De nationalité française ;

De première part,

Ici présent.

Ci-après dénommées « le cessionnaire »

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène ;
Déclare posséder 20 parts sociales suite mutation des parts sociales par ve
succession ;
Demeurant à CHALIFERT (77700), 1 ruelle des Grands Jardins ;
Née à BOULOGNE BILLANCOURT (92), le 24/03/1955 ;
Veuve ;
De nationalité française ;

De deuxième part,

Ici présente

On préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui
suit :

Il existe une société dénommée SARL 1 FORMATIC SERVICES, Société à Responsabilité Limité
au capital de 8.000,- EUR, divisé en 100 parts de 80,- EUR. chacune entièrement libérées et
souscrites, dont le siège social à VILLIERS SUR MORIN (77580) - 10 bis rue de la PICARDIE ,
immatriculée au registre du commerce et des sociétés de MEAUX sous le numéro 442 292 967 et
ayant pour activité : Prestations de services informatiques, vente et achats de marchandise
informatique.

Monsieur VIVIEN Cédric Roger, Cédant, possède quarante parts (80 parts) de 80,- EUR.
chacune numéros 1 à 80 , qui lui ont été attribuées lors de la constitution de la société.

Ceci exposé, ils ont convenu ce qui suit :

CESSION

Monsieur VIVIEN Cédric Roger cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et
de droit à :

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène, qui accepte, 31 parts sociales de 80,-
EUR. chacune lui appartenant dans la société.

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène, deviennent propriétaire des parts
cédées à compter de ce jour et seront subrogées dans tous leurs droits et obligations attachés à
ces parts.

Les cessionnaires auront seuls droits aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites
parts au titre de l'exercice en cours.

Enregistré à : SIE MEAUX EST
Le 27/03/2006 Borderau n°2006/243 Case n°15
Ecartement : 25 € Pénalités : 3 €
Total liquidé : vingt-huit euros
Montant reçu : vingt-huit euros
L'Agent

Ext 1322

MEFFEVRE
Agent des Impôts

CV

AB

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix :
Deux mille quatre cent quatre vingt euros (2.480,- EUR.)

que Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène à payé à Monsieur VIVIEN Cédric Roger qui le reconnaît et lui donne quittance.

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 47 de la loi du 24 juillet 1966 et à l'article 12 des statuts, cette cession intervenant au profit de tiers étrangers à la société nécessite l'agrément des nouveaux associés qui a été donné préalablement par consentement des anciens associés réunis en assemblée générale extraordinaire en date du onze février deux mille six (11/02/2006).

MODIFICATION DES STATUTS

Monsieur VIVIEN Cédric Roger ;
Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène ;

Agissant en qualité de seuls membres de la société, décident, en conséquence de la présente cession, de modifier corrélativement l'article 7 des Statuts pour y faire apparaître la nouvelle répartition du capital social et ce, à compter du jour où ladite cession aura été rendu opposable à la société.

PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

Monsieur VIVIEN Cédric Roger, à concurrence de 49 parts, numéros 32 à 80, en rémunération des son apport en numéraire,
ci.....49

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène, à concurrence de 51 parts, numéros 81 à 100 et numéros 1 à 31, en rémunération des son apport en numéraire,
ci.....51

TOTAL égal au nombres de parts composant le capital initial : _____
Ci.....100

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportion sus indiqués et qu'elles sont intégralement libérées.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Les cédants déclarent que la société SARL 1 FORMATIC SERVICES est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créés en vue de rémunérer les apports effectués à la société. Ils déclarent en outre que les parts cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers.

W

AS 2

PROCES VERBAL ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'AN DEUX MILLE SIX,
Le 11/02/2006

A dix Heures.

Les associés de la société dénommée «SARL 1 FORMATIC SERVICES» immatriculée au R.C.S de MEAUX sous le numéro 442 292 967 - Société à Responsabilité limitée à capital de 8.000,- EUR., dont le siège social est sis VILLIERS SUR MORIN (77580), 10 bis rue de la Picardie.

Se sont réunis au siège social sur convocation de son Gérant.

Monsieur VIVIEN Cédric Roger ;
Déclare posséder 49 parts sociales
Demeurant à VILLIERS SUR MORIN (77580), 10 rue de la Picardie ;
Né à Fresnes (94), le 27/03/1978 ;
Célibataire ;
De nationalité française ;

Ici Présent.

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène ;
Déclare posséder 51 parts sociales suite mutation des parts sociales par voie de succession ;
Demeurant à CHALIFERT (77700), 1 ruelle des Grands Jardins ;
Née à BOULOGNE BILLANCOURT (92), le 24/03/1955 ;
Veuve ;
De nationalité française ;

Ici Présent.

Monsieur Le Président constate que tous les associés et futurs associés présents possèdent ensemble l'intégralité des parts sociales et qu'en conséquence l'assemblée peut valablement délibérer.

Monsieur le Président rappelle aux associés et futurs associés qu'ils sont réunis à l'effet de délibérer sur les ordres du jour suivants :

ORDRE DU JOUR

1°) Transfert du siège social de la SARL au 4 rue de la Picardie à VILLIERS SUR MORIN (77580), l'ancien siège est conservé comme établissement complémentaire.

Un échange de vue à lieu entre les associés,

Monsieur le Président met aux voix la résolution suivante :

ew

MS

PROCES VERBAL ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'AN DEUX MILLE SIX,
Le 11/02/2006

A dix Heures.

Les associés de la société dénommée «SARL 1 FORMATIC SERVICES» immatriculée au R.C.S de MEAUX sous le numéro 442 292 967 - Société à Responsabilité limitée à capital de 8.000,- EUR., dont le siège social est sis VILLIERS SUR MORIN (77580), 10 bis rue de la Picardie.

Se sont réunis au siège social sur convocation de son Gérant.

Monsieur VIVIEN Cédric Roger ;
Déclare posséder 80 parts sociales
Demeurant à VILLIERS SUR MORIN (77580), 10 rue de la Picardie ;
Né à Fresnes (94), le 27/03/1978 ;
Célibataire ;
De nationalité française ;

Ici Présent.

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène ;
Déclare posséder 20 parts sociales suite mutation des parts sociales par voie de succession ;
Demeurant à CHALIFERT (77700), 1 ruelle des Grands Jardins ;
Née à BOULOGNE BILLANCOURT (92), le 24/03/1955 ;
Veuve ;
De nationalité française ;

Ici Présent.

Monsieur Le Président constate que tous les associés et futurs associés présents possèdent ensemble l'intégralité des parts sociales et qu'en conséquence l'assemblée peut valablement délibérer.

Monsieur le Président rappelle aux associés et futurs associés qu'ils sont réunis à l'effet de délibérer sur les ordres du jour suivants :

ORDRE DU JOUR

1°) Autorisation de cession des trente et une parts sociales (31 parts) de Monsieur VIVIEN Cédric Roger à Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène.

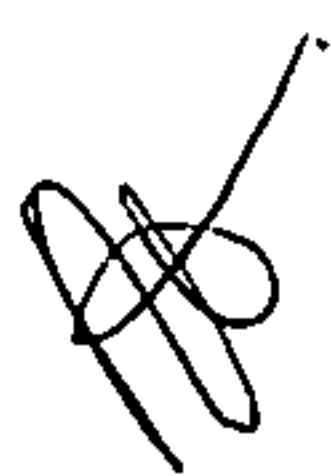
La présente cession de parts sociales sera consentie pour un montant de :

Deux mille quatre cent quatre vingt euros (2.480,- EUR.)

Un échange de vue à lieu entre les associés,

Monsieur le Président met aux voix la résolution suivante :

ew



1- DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE :

RESOLUTION :

1°) Les associés déclare à l'unanimité autoriser la cession des trente et une parts sociales (31 parts) de Monsieur VIVIEN Cédric Roger à Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène .

La présente cession de parts sociales sera consentie pour un montant de :

Deux mille quatre cent quatre vingt euros (2.480,- EUR.)

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal

La séance est levée le 11/02/2006, à onze Heures

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène

PAULE

Monsieur VIVIEN Cédric Roger

[Signature]

7 AVR. 2006

PROCES VERBAL ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'AN DEUX MILLE SIX,

Le 08/01/2006 (paraphes) *w*

A (23 H 06 min) Heures. *A.G*

Les associés de la société dénommée «SARL 1 FORMATIC SERVICES» immatriculée au R.C.S de MEAUX sous le numéro 442 292 967 - Société à Responsabilité limitée à capital de 8.000,- EUR., dont le siège social est sis VILLIERS SUR MORIN (77580), 10 bis rue de la Picardie.

Se sont réunis au siège social sur convocation de son Gérant.

Monsieur GARCIA Alexandre, gérant ;
Déclare posséder 40 parts sociales ;
Demeurant à CRECY LA CHAPELLE (77580), 26 rue Montbarbin ;
Né à PARIS 9^{ème}, le 17/11/1977 ;
Célibataire ;
De nationalité française ;

Ici présent.

Monsieur VIVIEN Cédric Roger ;
Déclare posséder 40 parts sociales
Demeurant à VILLIERS SUR MORIN (77580), 10 rue de la Picardie ;
Né à Fresnes (94), le 27/03/1978 ;
Célibataire ;
De nationalité française ;

Ici Présent.

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène ;
Déclare posséder 20 parts sociales suite mutation des parts sociales par voie de succession ;
Demeurant à CHALIFERT (77700), 1 ruelle des Grands Jardins ;
Née à BOULOGNE BILLANCOURT (92), le 24/03/1955 ;
Veuve ;
De nationalité française ;

Ici Présent.

Monsieur Le Président constate que tous les associés et futurs associés présents possèdent ensemble l'intégralité des parts sociales et qu'en conséquence l'assemblée peut valablement délibérer.

Monsieur le Président rappelle aux associés et futurs associés qu'ils sont réunis à l'effet de délibérer sur les ordres du jour suivants :

ORDRE DU JOUR

1°) Autorisation de cession des quarante parts sociales (40 parts) de Monsieur GARCIA Alexandre à Monsieur VIVIEN Cédric Roger.

La présente cession de parts sociales sera consentie pour un montant de :

(Trois mille deux cents Euros) (3200 €) *w A.G* *A.G*

[Signature] *w*

Un échange de vue à lieu entre les associés,

Monsieur le Président met aux voix la résolution suivante :

I- DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE :

RESOLUTION :

1°) Les associés déclare à l'unanimité autoriser la cession des quarante parts sociales (40 parts) de Monsieur GARCIA Alexandre à Monsieur VIVIEN Cédric Roger.

La présente cession de parts sociales sera consentie pour un montant de :

trois mille deux cents Euros (paraphes) 3200 € (paraphes)
w A.G. w A.G.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal

La séance est levée le vingt-trois 2006 à 23 H 15 Heures
(Date en Lettres) (paraphes) (Heures Chiffres) (paraphes)
w A.G. w A.G.


Monsieur GARCIA Alexandre, gérant

A.G. Garcia

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène

PAULE
VIVIEN

Monsieur VIVIEN Cédric Roger

w


7 AVR. 2005

Liste des sièges Sociaux
Antérieurs

PARIS, le 04/04/2006

- 1 rue des Grands Jardins
77144 CHALIFERT
- 10 bis rue de la Picardie
77580 Villiers sur Morin.



7 AVR. 2005

1

STATUTS D'UNE SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE.
MIS A JOUR LE 11/02/2006

1 FORMATIC'SERVICES

R.C.S MEAUX 442 292 967

SIEGE SOCIAL :

4 rue de la Picardie

77580 VILLIERS SUR MORIN

aw

AW

«ASSOCIES»

La soussignée :

Monsieur VIVIEN Cédric Roger ;
Déclare posséder 40 parts sociales
Demeurant à VILLIERS SUR MORIN (77580), 10 rue de la Picardie ;
Né à Fresnes (94), le 27/03/1978 ;
Célibataire ;
De nationalité française ;

Ici Présent.

Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène ;
Déclare posséder 20 parts sociales suite mutation des parts sociales par voie de
succession ;
Demeurant à CHALIFERT (77700), 1 ruelle des Grands Jardins ;
Née à BOULOGNE BILLANCOURT (92), le 24/03/1955 ;
Veuve ;
De nationalité française ;

Ici Présent.

CV

AS

TITRE IFORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREEArticle 1^{er}.-FORME

Il est formé les comparants, tous futurs propriétaires des parts ci-après créées et tous propriétaires des parts qui pourraient être créées ultérieurement, une SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE A CAPITAL FIXE.

Article 2.-OBJET

La société a pour objet :

- La prestation de services informatiques,
- La vente et l'achat de matériel informatique
- La maintenance et la formation informatique.

Et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement.

Article 3.-DENOMINATION

La société est dénommée

1 FORMATIC'SERVICES

Dans tous actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « Société a Responsabilité Limitée » ou des initiales « S.A.R.L » et de l'énonciation du capital sociale.

En outre, ces mêmes actes et documents doivent mentionner le siège du Tribunal au Greffe duquel la société est immatriculée à titre principal au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

Article 4.-SIEGE

Le siège social est fixé à :

4 rue de la Picardie à VILLIERS SUR MORIN (77580)

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision de la gérance et ; en tout autre lieu, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

CV

Article 5DUREE

La durée de la société est de 99 ans à compter de son immatriculation au registre commerce et des sociétés ; sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus ci-après.

Chaque année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre.

En outre, s'il y a lieu les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance sera tenue de provoquer une décision collective des associés pour décider dans les conditions requises pour les décisions extraordinaires, si la Société sera prorogée ou non. La décision des associés sera, dans tous les cas rendue publique.

Faute par la gérance d'avoir provoqué cette décision, tout associés pourra, huit jours après avoir mis en demeure la gérance par lettre recommandée avec avis de réception demeurée infructueuse, demander au Président du Tribunal de commerce statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de consulter les associés et de provoquer une décision de leur part sur la question.

W

A

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALESArticle 6APPORTS1 - Apports en nature

Monsieur GARCIA Alexandre soussigné apporte à la société, garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

- Un serveur LINUX configuré
Estimé à Mille cinq cents Euros,
Ci,.....1.500,- EUR.
- Un compresseur de dépoussiérage industriel
Estimé à Mille sept cents Euros,
Ci,.....1.700,- EUR.

Soit une valeur totale de trois mille deux cent Euros,
Ci,.....3.200,- EUR.

Cette estimation a été effectuée d'un commun accord entre les associés sans l'intervention d'un commissaire aux apports compte tenu de ce que la valeur totale de l'ensemble des apports en nature n'excède pas 8000,- EUR et que la valeur totale des apports non soumis à l'évolution d'un commissaire aux apports n'excède pas la moitié du capital social.

2 - Apports en numéraire

Les associés sus nommés font, à la présente société les apports en numéraires suivants :

Monsieur VIVIEN Cédric Roger, la somme de trois mille deux cents euros,
ci,.....3.200,- EUR.
Monsieur VIVIEN Michel Roger, la somme de mille six cents euros,
ci,.....1.600,- EUR.

Montant des apports en numéraires quatre mille huit cent euros,
ci,.....4.800,- EUR.

Conformément à la loi, le retrait de cette somme ne pourra être effectué par la gérance qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés et sur présentation du certificat du Greffier attestant l'accomplissement de cette formalité.

Ar

Ar

3 - Récapitulation des apports

Les apports effectués à la Société s'élèvent à :

- apport en numéraire :	
Quatre mille huit cents euros,	
ci,.....	4.800,- EUR.
- apports en nature :	
Trois mille deux cents euros,	
ci,.....	3.200,- EUR.
TOTAL DES APPORTS	<hr/>
HUIT MILLE EUROS,	
Ci,.....	8.000,- EUR.

Correspondant au montant du capital social.

Cette estimation a été effectuée d'un comme un accord entre les associés sans l'intervention d'un commissaire aux apports compte tenu de ce que la valeur totale de l'ensemble des apports en nature n'excède pas 8.000 EUR. et que la valeur totale des apports non soumis à l'évolution d'un commissaire aux apports n'excède pas la moitié du capital social.

Article 7.-CAPITAL SOCIAL

Le capital social, composé des apports ci-dessus constatés, et fixés à la somme de **HUIT MILLE EUROS (8.000,- EUR.)**

Il est divisé en 100 parts de 80 EUR. chacune, numérotées de 1 à 100 entièrement libéré et souscrites par chaque associés en représentation de son apport, savoir :

Monsieur **VIVIEN Cédric Roger**, à concurrence de 49 parts, numéros 32 à 80, en rémunération des son apport en numéraire,

ci.....49

Madame **PAULE** veuve **VIVIEN Annick Marie Hélène**, à concurrence de 51 parts, numéros 81 à 100 et numéros 1 à 31, en rémunération des son apport en numéraire,

ci.....51

TOTAL égal au nombres de parts composant le capital initial :

Ci,.....100

Article 8 -**DEPOT DE FONDS EN COMPTE COURANT**

Chaque associé pourra verser dans la caisse sociale, en compte courant libre, au-delà de sa mise sociale, toutes sommes qui seront jugées utiles par la gérance pour les besoins de la société.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées, soit par décision collective ordinaire des associés, soit par convention directement intervenue entre la gérance et le déposant et soumise ultérieurement à l'approbation de l'assemblée générale des associés conformément aux dispositions de l'article 31 ci-après.

Les intérêts figureront dans les frais généraux de la Société.

Ces comptes courants libres ne pourront jamais être débiteurs.

W

AS

Article 9.AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

I- Le capital social peut être augmenté, en une ou plusieurs fois, par la création de parts nouvelles, ordinaires ou privilégiées, attribuées en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par la conversion de tout ou partie des primes, bénéfices et réserves en parts nouvelles ou l'affectation de ces primes, bénéfices et réserves à l'élévation la valeur nominale des parts, le tout en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Aucune souscription publique ne peut être ouverte. Les parts nouvelles doivent être entièrement libérées et réparties lors de leur création.

En cas de création de nouvelles parts à répartir en représentation d'apports en numéraire et, sauf décision contraire des associés, ceux-ci auront un droit de préférence à la souscription de ces parts, proportionnellement au nombre de parts anciennes que chacun possède alors. Ce droit sera exercé dans les formes, délais et conditions déterminés par la gérance. Les parts qui ne seraient pas souscrites par les associés ne peuvent être attribuées qu'à des personnes agréées aux conditions fixées à l'article 12 pour les cessions de parts.

La collectivité des associés peut décider que l'augmentation du capital aura lieu par une émission de parts avec prime, et, dans ce cas, elle fixe librement le montant de la prime et son attribution ou son affectation.

En cas d'augmentation de capital par voie d'apports en nature, l'évaluation des biens apportés doit être faite au vu d'un rapport établi, sous sa responsabilité, par un commissaire aux apports choisi parmi les commissaires aux comptes inscrits sur liste prévue à l'article 219 de la loi sur les Sociétés Commerciales ou parmi les experts inscrits sur l'une des listes établies par les cours et tribunaux et nommé par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social statuant sur requête d'un gérant.

II. Le capital social peut également être réduit, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment par voie de remboursement ou de rachat partiel des parts, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale sans toutefois que cette valeur soit ramenée à une somme inférieure au minimum légal.

En aucun cas la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

Si la Société est pourvue d'un commissaire aux comptes, le projet de réduction du capital lui est communiqué au préalable quarante cinq jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée des associés appelée à statuer sur le projet, et la collectivité des associés ne statue qu'après avoir pris connaissance du rapport des commissaires dans lequel ces derniers donnent leurs appréciations sur les causes et conditions de la réduction.

En cas de décision de réduction de capital non motivée par des pertes, les créanciers de la Société dont la créance est antérieure à la date de dépôt au Greffe du procès-verbal ou de l'acte constatant cette décision, peuvent former opposition à la réduction, dans le délai d'un mois à compter de la date de ce dépôt. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne, soit un remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Les opérations de réduction ne peuvent commencer pendant le délai d'opposition.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive, soit d'augmentation ayant pour effet de porter le capital social au minimum légal, soit de la transformation de la Société en société d'une autre forme avec laquelle le capital réduit soit compatible. En cas d'inobservation de ce qui précède, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société, cette dernière ne pouvant être prononcée si, au jour où la Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III- Toute augmentation de capital pourra toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, et les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital ou de regroupement des parts sociales, les associés étant tenus de faire leur affaire personnelle de tout achat ou cession de parts anciennes nécessaires pour permettre l'opération.

Article 10

NOMBRE D'ASSOCIES

Conformément à la loi, le nombre d'associés ne peut être supérieur à cinquante.

Si la présente Société vient à comprendre plus de cinquante associés, elle devra, dans le délai de deux ans, être transformée en Société Anonyme.

A défaut, elle sera dissoute, à moins que, pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante.

Article 11

DROITS ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Chaque part de capital donne droit dans la propriété de l'actif social à une fraction proportionnelle au nombre des parts de capital existantes ; notamment, toute part de capital donne droit en cours de société comme en liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les parts de capital indistinctement de toute exonération fiscale, comme de toute taxation, susceptible d'être prise en charge par la Société à laquelle ce remboursement ou cette répartition pourrait donner lieu.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables, nominatifs ou au porteur.

Le titre de chaque société résultera seulement des présentes, des actes qui pourront augmenter le capital social ou modifier les présents statuts et des cessions ou mutations qui seraient ultérieurement et régulièrement consenties.

Une copie ou un extrait de ces actes et pièces pourra être délivré à chaque associé sur demande et à ses frais.

W

AO

Article 12CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

A - Cession à titre onéreux ou par donation entre vifs.

I - Les mutations entre vifs sont constatées par acte authentique ou sous seing privé.

Elles deviennent opposables à la Société :

- soit par dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt,
- soit par leur acceptation par le gérant dans un acte authentique ou par leur signification à la Société par acte extra - judiciaire.

Elles ne sont opposables aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités qui précèdent puis le dépôt de deux originaux enregistrés ou de deux copies authentiques de l'acte de cession, s'il a été établi en la forme notariée au Greffe du Tribunal, en annexe au R.C.S.

II - Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit du conjoint et des héritiers en ligne directe du titulaire.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société et, au sein de la famille du cédant, à d'autres personnes que celles indiquées à l'alinéa précédent, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

A l'effet d'obtenir ce consentement, l'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts, doit notifier son projet de cession à la Société et à chacun de ses coassociés, avec indication des nom, prénoms, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre des parts dont la cession est projetée.

Dans les huit jours qui suivent la notification faite à la Société, la gérance doit inviter la collectivité des associés à statuer sous l'une des formes prévues ci-après à l'article 23, sur le consentement à la cession. La décision des associés n'est pas motivée ; elle est immédiatement notifiée au cédant.

Si la gérance n'a pas fait connaître au cédant la décision des associés dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévue à l'alinéa trois du présent o II, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si, par contre, la collectivité des associés a refusé de consentir à la cession et si, dans les huit jours de la notification du refus, le cédant n'a pas signifié à la Société son intention de retirer sa proposition de cession, les associés auront le droit, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir la totalité des parts en instance de mutation, à un prix fixé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. A la demande de la gérance, ce délai pourra être prolongé une seule fois par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance sur requête, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société, par décision collective extraordinaire des associés, peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, si elle préfère cette solution, de racheter lesdites parts, par voie de réduction de capital, au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Dans cette hypothèse et si la réduction de capital a pour effet de ramener le capital à un montant inférieur au minimum légal, il sera procédé comme il est prévu ci-dessus à l'article 9 II.

a

AB

En cas de rachat des parts en vertu du droit de préemption accordé ci-dessus aux associés et à la Société, le prix sera payé comptant, sauf convention contraire intervenue directement entre le cédant et le ou les cessionnaires. Toutefois, si le rachat est effectué par la Société, un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans pourra, sur justification, être accordé à la Société par décision de justice. Dans ce cas, les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Dans la même hypothèse du rachat des parts et en vue de régulariser la mutation au profit du ou des acquéreurs, la gérance invitera le cédant, huit jours d'avance, à signer l'acte de cession, authentique ou sous seings privés.

Passé ce délai et si le cédant ne s'est pas présenté pour signer l'acte de cession, la mutation des parts sera régularisée d'office par déclaration de la gérance en la forme authentique, sans qu'il soit besoin du concours ni de la signature du défaillant.

Notification de cette mutation lui sera faite dans la quinzaine de sa date et il sera invité à se présenter personnellement ou par mandataire régulier au siège de la Société pour recevoir le prix de la cession en fournissant toutes justifications utiles.

Si à l'expiration du délai imparti aucune des solutions de rachat prévues au présent paragraphe II n'est survenue, l'associé pourra réaliser la cession initialement prévue à condition, toutefois, qu'il possède les parts sociales qui en sont l'objet depuis au moins deux ans, à moins qu'il ne les ait recueillies en suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation par son conjoint ou par un ascendant ou descendant.

Si cette condition n'est pas remplie, l'associé cédant ne pourra se prévaloir des dispositions prévues ci-dessus concernant le rachat de ses parts et, en cas de refus d'agrément, l'associé cédant restera propriétaire des parts objet de la cession projetée.

Les notifications, significations et demandes prévues au présent paragraphe seront valablement faites, soit par acte extra - judiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par remise directe contre reçu délivré par le destinataire.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cession, même aux adjudications publiques en vertu d'ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux transmissions de parts sociales entre vifs à titre gratuit.

En cas de vente forcée aux enchères publiques, l'adjudication ne pourra être prononcée que sous réserve de l'agrément de l'adjudicataire et de l'exercice éventuel du droit de préemption des associés ou de la Société. En conséquence, aussitôt après l'adjudication, l'adjudicataire présentera sa demande d'agrément et c'est à son encontre que pourra être éventuellement exercé le droit de préemption dont il s'agit.

Toutefois, si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa du Code Civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital.

B- Transmission par décès ou en suite de liquidation de communauté entre époux.

III - Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou de liquidation de communauté de biens entre époux, au profit du conjoint et des héritiers en ligne directe du titulaire, lesquels devront, dans les plus courts délais, justifier à la Société de leur état civil, de leur qualité et de la propriété divise ou indivise des parts sociales du défunt par la production d'un certificat de propriété ou de tous autres actes probants.

Jusqu'alors, lesdites parts ne pourront pas être représentées aux décisions collectives.

W

AB

Toute transmission de parts sociales par voie de succession au profit de personnes autres que le conjoint et les héritiers en ligne directe du défunt, ne pourra avoir lieu qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales étant précisé que, pour le calcul de cette majorité, les héritiers et représentants du défunt compteront pour un associé et qu'ils auront le droit de vote, par un mandataire commun, avec le nombre de parts détenues par le défunt.

A l'effet d'obtenir ce consentement, les héritiers et représentants du défunt devront présenter leur demande d'agrément à la Société, accompagnée de toutes indications et justifications utiles sur leur état civil et leurs qualités.

Dans les huit jours suivant la réception de cette demande, la gérance doit inviter la collectivité des associés appelés à se prononcer à statuer sous l'une des formes prévues ci-après à l'article 23, sur l'agrément des héritiers et ayants droit du défunt.

La décision des associés n'est pas motivée ; elle est immédiatement notifiée aux demandeurs.

Si la collectivité des associés a refusé d'agréer les héritiers et représentants du défunt comme associés nouveaux, les associés seront tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir la totalité des parts en instance de mutation à un prix fixé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

A la demande de la gérance, ce délai pourra être prorogé une seule fois par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance sur requête, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société, par décision collective extraordinaire des associés, pourra également avec le consentement des cédants et si elle préfère cette solution, décider dans le même délai, de racheter lesdites parts, par voie de réduction de capital au prix déterminé sans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Dans cette hypothèse et si la réduction de capital a pour effet de ramener le capital à un montant inférieur au minimum légal, les dispositions prévues ci-dessus à l'article 9 II seront applicables.

Le prix de rachat sera payé comptant, sauf convention contraire intervenue directement entre les intéressés. Toutefois, si le rachat est effectué par la Société, un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans pourra, sur justification, être accordé à la Société par décision de justice. Dans ce cas, les sommes dues porteront intérêt au taux légal en matière commerciale.

En vue de régulariser la mutation des parts au profit du ou des acquéreurs, la gérance invitera les héritiers et représentants du défunt huit jours d'avance, à signer l'acte de cession, authentique ou sous seing privés.

Passé ce délai et si les cédants ou certains d'entre-eux ne sont pas présentés pour signer l'acte de cession, la mutation des parts sera régularisée d'office par déclaration de la gérance et en forme authentique, sans qu'il soit besoin du concours ni de la signature des défaillants.

Notification de cette mutation leur sera faite dans la quinzaine de sa date ils seront invités à se présenter personnellement ou par mandataire régulier au siège de la Société pour recevoir le prix de la cession en fournissant toutes justifications utiles.

Si à l'expiration du délai imparti aucune des solutions de rachats prévues au présent o III n'est intervenue, la mutation des parts du défunt pourra s'effectuer librement au profit des ses héritiers et représentants, lesquels devront produire à la Société, dans les plus courts délais, les pièces justifiant la dévolution ou l'attribution desdites parts à leur profit.

Comme pour les dispositions prévues au § II, les notifications, significations et demandes prévues au présent § III seront valablement faites, soit par acte extra - judiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par remise directe contre reçu délivré par le destinataire

C- Conjoint commun en biens

IV- La transmission des parts au profit du conjoint d'un associé étant libre, comme il est dit ci-dessus, si le conjoint commun en biens d'un associé notifie son intention d'être associé postérieurement à un apport de biens communs fait à la Société ou à une acquisition de parts effectuée par son conjoint avec des biens communs, il n'aura aucun agrément à obtenir.

D - Réunion de toutes les parts en une seule main.

V - La réunion de toutes les parts en une seule main entraîne la transformation de la Société en une Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée.

Article 13

DECES INTERDICTION FAILLITE OU DECONFITURE D'UN ASSOCIE

La Société ne sera pas dissoute par le décès de l'un des associés, sa faillite ou incapacité.

En cas de décès de l'un des associés, ses héritiers et ayants cause conserveront la propriété des parts sociales de leur auteur et lui succéderont comme associés sous réserve, toutefois, de l'application des stipulations de l'article 12 § III ci-dessus.

Article 14

INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES DROITS DES ASSOCIES

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis de parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. A défaut d'entente, il sera pourvu par justice à la désignation d'un mandataire commun, pris même en dehors des associés, à la requête de l'indivisaire le plus diligent. Pour le calcul de la majorité en nombre, les copropriétaires indivis de parts sociales, lorsque la copropriété a la même origine, ne comptent que pour un associé.

Si des parts appartiennent à une personne en usufruit et à une ou plusieurs personnes en nue propriété, l'usufruitier et le ou les nus propriétaires devront s'entendre entre eux pour la représentation des parts. A défaut d'entente ou de convention contraire dûment signifiée à la Société, les parts seront valablement représentées par l'usufruitier, quelle que soit la nature des décisions à prendre. Pour le calcul de la majorité en nombre, l'usufruitier et le nu - propriétaire ne comptent également que pour un associé.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts, à leurs modifications ultérieures et à toutes les décisions des associés.

W

AA

Les héritiers, représentants ou créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la Société, en demander la licitation et le partage, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter exclusivement aux inventaires annuels et aux décisions de la gérance et des associés

Article 15

RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions des articles 40 et 62 de la loi du 24 juillet 1966 rendant les associés ou certains d'entre eux solidairement responsables, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature, et sous réserve de l'application éventuelle aux associés dirigeants de droit ou de fait des dispositions légales sur le redressement judiciaire, les associés ne supportent les pertes sociales qu'à concurrence du montant de leurs parts.

TITRE III

GERANCE

I- La société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associés ou non, nommés par les associés dans les statuts ou par un acte postérieure à la majorité requise pour les décisions ordinaires, avec ou sans limitation de durée.

NOMINATION DU PREMIER GERANT

I- Les associés nomment comme gérant :

Monsieur VIVIEN Cédric Roger
10 rue de la Picardie
77580 VILLIERS SUR MORIN

Pour une durée illimitée.

Le premier gérant présentement nommé accepte les fonctions qui viennent de lui être conférées.

II- Conformément à la loi, le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, aura, vis à vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société. Contacter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrants dans l'objet social, sans limitation et sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux, étant précisé que l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que la limitation de pouvoirs ci après puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est expressément convenu que tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, ou de nantissement sur le ou les fonds de commerce appartenant ou pouvant appartenir à la société la fondation de toute société ou l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective des associés, et s'ils emportent directement ou indirectement modification de l'objet social, par une décision collective extraordinaire.

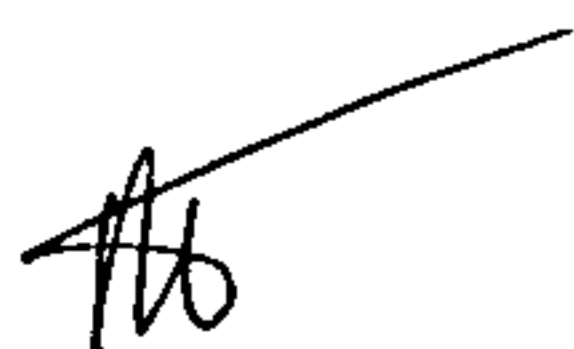
Le gérant unique, ou chacun des gérants, s'ils sont plusieurs doit consacrer tout son temps et tous ces soins aux affaires sociales, sans pouvoir accomplir pour son compte personnel ou

aw

AW

celui d'un tiers, aucune opération rentrant dans l'objet social, ni remplir ou accepter de remplir aucun emploi ou fonction dans une société quelconque.

ew



III- Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité personnelle, et à condition que cette délégation de pouvoir soit spéciale et temporaire, se faire représenter par tout mandataire de son, ou de leur choix.

Il peut, ou ils peuvent, notamment, mais en agissant conjointement s'ils sont plusieurs, choisir un ou plusieurs directeurs parmi les associés ou en dehors d'eux, dont il ou ils déterminent les attributions, le traitement, fixe ou proportionnel, ainsi que les conditions de nomination et de révocation

Article 17

RESPONSABILITE DES GERANTS

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de la Société en application de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985, les gérants de droit ou de fait apparents ou occultes, rémunérés ou non, peuvent être rendus responsables du passif social et soumis aux interdictions et déchéances dans les conditions prévues par la législation.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le Tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, les associés peuvent, soit individuellement, soit en se regroupant, et à la condition qu'ils représentent le dixième au moins des parts sociales, intenter l'action sociale en responsabilité contre les gérants. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la Société à laquelle, le cas échéant, les dommages - intérêts sont alloués.

Aucune décision collective des associés ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour faute commise dans l'accomplissement de leur mandat.

Article 18

REVOCAION - DEMISSION DECES OU RETRAITE D'UN GERANT

I- Le gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages - intérêts.

En outre, le gérant est révocable par les Tribunaux pour cause légitime à la demande de tout intéressé.

II - Chacun des gérants aura le droit de renoncer à ses fonctions, à charge par lui d'informer par lettre recommandée les autres gérants s'il en existe, et tous les associés, de sa décision à cet égard six mois avant la clôture d'un exercice.

Il sera dressé acte de ce changement de qualité qui ne prendra effet qu'à la date du commencement de l'exercice suivant.

W

AB

Toutefois, la collectivité des associés, par décision ordinaire pourra toujours accepter la démission d'un gérant avec effet à une date ne coïncidant pas avec la clôture d'un exercice.

III- le décès d'un gérant, ou sa retraite, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

En cas de décès d'un gérant, la gérance sera exercée par le ou les gérants survivants, mais tout associé pourra provoquer une décision collective des associés à l'effet de nommer un nouveau gérant.

En cas de décès d'un gérant resté seul en fonctions, les associés auront un délai de trois mois pour réorganiser la gérance, transformer la Société en société d'une autre forme ou prononcer la dissolution anticipée de la société. Passé ce délai, tout associé pourra faire prononcer judiciairement la dissolution de la Société.

Durant la période intérimaire, les mandataires du gérant décédé, en fonctions au jour de son décès, continueront à exercer leurs pouvoirs pour assurer la gestion de la Société, sauf décision contraire de la collectivité des associés. A défaut, les associés désigneront un gérant provisoire, associé ou non.

L'incapacité légale d'un gérant ou son incapacité physique le mettant dans l'impossibilité de remplir ses fonctions est assimilée au cas de son décès et entraîne, en conséquence, la cessation de ses fonctions qui doit être constatée par décision ordinaire des associés et régulièrement publiée.

En cas de démission ou de retraite volontaire d'un gérant, ce dernier ne pourra pendant un délai de deux ans, acquérir, posséder, exploiter ou diriger aucun établissement, ts similaire à celui qu'exploitera la Société et sui serait susceptible de lui faire concurrence, comme aussi de s'y intéresser directement ou indirectement de quelque manière que ce soit, le tout à peine de tous dommages et intérêts au profit de la Société, sans préjudice du droit pour cette dernière de faire cesser la contravention.

Article 19

REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants pourra recevoir à titre de rémunération de son travail et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, dont le montant et les modalités de paiement seront déterminés par décision collective ordinaire des associés.

Cette rémunération figurera aux frais généraux.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justifications.

TITRE IVDECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIESArticle 20NATURE DES DECISIONS

La volonté des associés s'exprime par décisions collectives qui sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaire, selon leur objet.

Les décisions collectives de toute nature peuvent être prises à toute époque, mais les associés doivent être obligatoirement consultés une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice social, pour en approuver les comptes.

Article 21DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

I - Les décisions collectives ordinaires ont notamment pour objet de donner à la gérance les autorisations nécessaires pour accomplir les actes excédant les pouvoirs qui lui ont été conférés sous l'article 16 § II, ci-dessus, de statuer sur les comptes d'un exercice et sur l'affectation et la répartition des bénéfices, de nommer et révoquer les gérants, de nommer, le cas échéant, le ou les commissaires aux comptes, tout liquidateur et contrôleur et, d'une manière générale, de prononcer sur toutes les questions qui ne comportent pas modification des statuts, continuation de la Société lorsque les capitaux propres sont inférieurs à la moitié du capital social, approbation de cessions de parts à des tiers étrangers à la Société ou de toutes autres cessions ou transmissions de parts conformément aux dispositions de l'article 12 ci-dessus.

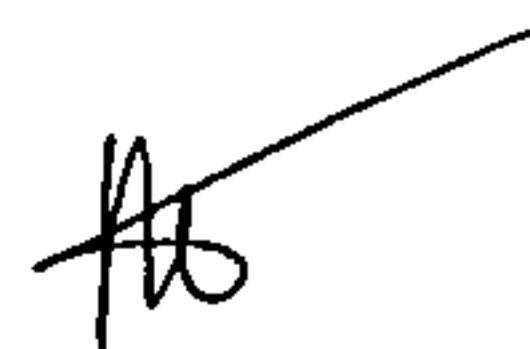
II- les décisions collectives ordinaires ne sont pas valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont réunis ou consultés une seconde fois et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Article 22DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRE

I - Les décisions collectives extraordinaire sont celle appelées à se prononcer sur toute question comportant modification des statuts, continuation de la Société lorsque les capitaux propres de la Société sont inférieurs à la moitié du capital social, approbation de cessions de parts à des tiers étrangers à la Société ou de toutes autres transmissions de parts conformément aux dispositions de l'article 12 ci-dessus.

II - Les décisions collectives extraordinaires emportant modification des statuts ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par les associés représentants au moins les trois quarts des parts sociales.

Toutefois, les décisions de changement de nationalité de la Société ou de transformation de la Société en Société en Nom Collectif, en Commandite simple ou Commandite par actions, exigent l'accord unanime des associés et, en aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.



En outre, la transformation en Société Anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts si la Société n'a établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices. Toutefois et sous ces mêmes réserves, la transformation en Société Anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si le montant des capitaux propres figurant au dernier bilan approuvé excède le montant fixé par l'article 69 de la loi du 24 juillet 1966.

III - Les décisions collectives extraordinaires relatives à l'approbation des cessions de parts sociales à des tiers étrangers à la Société ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Quant à celles visées à l'article 12 ci-dessus, relatives à toutes autres cessions et transmissions de parts sociales, elles peuvent être valablement prises à la majorité stipulée audit article 12.

Article 23

MODE DE CONSULTATION

I - Les décisions collectives sont prises en assemblée.

Toutefois, à l'exception de celles relatives à l'approbation des comptes annuels qui doivent être prises obligatoirement en assemblée dans les six mois de la clôture de chaque exercice, toutes les autres décisions peuvent être également prises valablement, à l'initiative de la gérance, par consultation écrite des associés.

II - Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée par lettre recommandée indiquant son ordre du jour.

La convocation est faite par la gérance ou, à défaut, par le commissaire aux comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

De même, tout associé peut demander, en justice, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

En cas de convocation d'une assemblée appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, les documents sociaux visés à l'article 30 ci-après sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

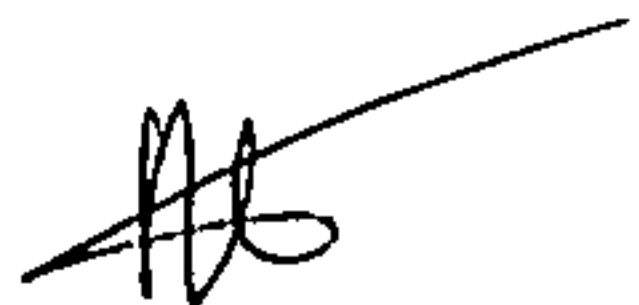
En cas de convocation d'une assemblée autre que celle prévue à l'alinéa précédent, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants, ainsi que, le cas échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

III- L'assemblée des associés est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède et représente le plus grand nombre de parts sociales.

Seule sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

W



IV - En cas de consultation écrite, la gérance envoie à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée avec avis de réception, le texte des résolutions proposées accompagné du rapport de la gérance et des documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours francs au moins à compter de la date de réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote par écrit. Le vote est formulé sur le texte des résolutions proposées et, pour chaque résolution, par les mots « oui » ou « non ». La réponse est adressée à la Société, également par lettre recommandée avec avis de réception.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

Article 24

VOTE - REPRESENTATION

Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre associé

Un associé ne peut toutefois constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Tout mandataire, pour représenter valablement son mandant, doit justifier d'un pouvoir régulier, même par lettre ou télégramme.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer à tous les votes sans être par eux-mêmes associés, sauf à justifier de leur qualité sur la demande de la gérance.

Article 25

PROCES - VERBAUX

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui mentionne la date et le lieu de la réunion, la personne qui préside l'assemblée, les nom et prénom (s) des associés présents ou représentés, avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal, auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont signés par chacun des associés présent en cas d'assemblée, et par les gérants en cas de consultation écrite. Ils sont établis sur un registre spécial tenu au siège social en conformité des dispositions de l'article 10 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967.

Lorsqu'une décision est constatée dans un acte ou procès-verbal notarié, celui-ci doit être transcrit ou mentionné sur le registre spécial et sous forme d'un procès-verbal dressé et signé par la gérance

Les copies ou extraits des procès-verbaux constatant les délibérations des associés, sont valablement certifiés conformes par un seul gérant. Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 26EFFET DES DECISIONS

Les décisions collectives régulièrement prises obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

TITRE VEXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - CONTROLE - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICESArticle 27EXERCICE SOCIAL

L'année sociale est définie à l'article 5.2.

Article 28INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Les écritures de la Société sont tenues conformément aux lois et usage du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Elle dresse également le compte de résultat, le bilan, l'état des cautionnements, avals et garanties, l'état des sûretés consenties puis l'annexe visée à l'article 8 du Code de Commerce.

A ces documents sont en outre annexés un inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille à la clôture de l'exercice, si la Société répond aux critères définis à l'article 341-2 de la loi du 24 juillet 1966.

La gérance établit également un rapport de gestion sur la situation de la société pendant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de la clôture de cet exercice et la date de son établissement, ainsi que ses activités en matière de recherche et développement.

Article 29APPROBATION DES COMPTES - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé, l'inventaire et les comptes annuels, sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent autre que l'inventaire, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, s'il en existe un, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. Pendant ce même délai, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés qui peuvent en prendre copie. Les dispositions du précédent alinéa ne sont pas applicables lorsque tous les associés sont gérants.

ew

AB

A compter de la communication prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'assemblée.

L'associé peut, en outre, et à toute époque, prendre par lui-même et au siège social connaissance des comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

En outre, deux fois par exercice, tout associé non gérant peut poser des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

Le gérant est tenu de répondre par écrit et doit communiquer sa réponse au commissaire aux comptes s'il en existe un.

Article 30

CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DES SES GERANTS OU ASSOCIES - CONVENTIONS INTERDITES

Le gérant ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés, un rapport spécial sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

Le rapport contient les indications prévues à l'article 35 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967.

L'assemblée statue sur ce rapport, le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la Société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une Société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du Directoire ou membre du Conseil de Surveillance, est simultanément gérant, ou associé de la présente Société.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que des personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de se faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction ne s'applique pas aux associés personnes morales, mais elle s'applique à leurs représentants légaux.

L'interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des gérants et associés, ainsi qu'à toute personne interposée.

W



AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions constitués en conformité des dispositions de l'article 29 ci-dessus, constituent les bénéfices nets ou les pertes de l'exercice.

Sur ces bénéfices nets, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en - dessous de cette fraction.

Le solde, augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est réparti entre les associés, gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux.

Toutefois, l'assemblée générale aura la faculté de prélever sur ce solde, avant toute répartition, les sommes qu'elle jugera convenable de fixer pour les porter à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux ou les reporter à nouveau.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Si un exercice accuse des pertes, celles-ci sont, après approbation des comptes de l'exercice, inscrites au bilan à un compte spécial.

Article 32

PAIEMENTS DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Toutefois, la mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après clôture de l'exercice, sauf circonstance exceptionnelle motivant la prorogation de ce délai qui, dans ce cas, est acceptée par l'unanimité des associés ou accordée par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande de la gérance.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés, hors le cas de distribution de dividende fictif.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans seront prescrits.

W

[Signature]

Article 33

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance ou, à son défaut, le commissaire aux comptes, s'il en existe un, est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés sur l'opportunité de prononcer la dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution est écartée à la majorité requise, la Société est tenue, dans un délai expirant à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de régulariser la situation en diminuant son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée conformément à la loi.

A défaut de libération régulière de l'assemblée, comme au cas où la Société n'aurait pas régularisé la situation dans le délai de deux ans, tout intéressé peut introduire devant le Tribunal de Commerce une action en dissolution de la Société.

Article 34

DISSOLUTION - LIQUIDATION

I - La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit, hormis les cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution entraînant dans ce dernier cas la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique.

II - A l'égard des tiers, la dissolution ne produit ses effets qu'à compter de sa publication au R.C.S.

La dénomination de la Société doit être suivie par la mention « Société en liquidation ». Cette mention ainsi que le nom du ou des liquidateurs, doivent figurer dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment sur toutes les lettres, factures, annonces et publications diverses.

La dissolution de la Société n'entraîne pas de plein droit la résiliation des baux des immeubles utilisés pour son activité sociale, y compris les locaux d'habitation dépendant de ces immeubles.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

La Société continue de posséder son patrimoine social qui demeure le gage de ses seuls créanciers. Elle peut faire l'objet d'une procédure collective.

Pendant la liquidation, les associés conservent leurs droits sur les parts sociales ; celles-ci peuvent notamment être cédées ou transmises dans les mêmes conditions qu'avant la dissolution, s'il s'agit de parts en capital.

ew

th

Les associés gardent les mêmes prérogatives et bénéficient des mêmes droits d'information et de communication qu'avant l'ouverture de la période de liquidation.

III - Lorsque la dissolution résulte du terme statutaire ou d'une décision de l'assemblée des associés, la liquidation est assurée par le ou les gérants selon le cas, alors en fonctions.

En cas de refus ou de décès de l'un ou des gérants comme dans le cas de démission ou de révocation, les associés désignent un ou plusieurs liquidateurs aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Si les associés ne peuvent nommer un liquidateur, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande de tout intéressé. Il peut être formé opposition à l'ordonnance dans le délai de quinze jours à dater de sa publication dans les conditions réglementaires. Cette opposition est portée devant le Président du Tribunal de Commerce qui peut désigner un autre liquidateur.

Lorsque la dissolution est prononcée par décision de justice, le Tribunal désigne un ou plusieurs liquidateurs.

Sauf décision ordinaire contraire des associés et sans préjudice de la nécessité de demander, s'il y a lieu, la prorogation de l'immatriculation de la société au R.C.S à l'expiration du délai visé à l'article 43 du décret n° 84-406 du 30 mai 1984, le liquidateur exerce ses fonctions jusqu'à la clôture de la liquidation, à moins qu'il n'ait été désigné dans les conditions prévues par les articles 402 et suivants de la loi du 24 juillet 1966, auquel cas la durée de ses fonctions ne peut excéder trois ans.

Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le Tribunal qui fait procéder à la liquidation ou, si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

Le mandat des liquidateurs est renouvelable.

Les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination.

La rémunération du liquidateur est fixée par la décision qui le nomme. A défaut, elle est fixée par le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande du liquidateur intéressé.

Le liquidateur est responsable, à l'égard tant de la Société que des tiers, des conséquences dommageables des fautes par lui commises dans l'exercice de ses fonctions.

L'action en responsabilité se prescrit par trois ans à compter du fait dommageable ou, s'il a été dissimulé, de sa révélation. Lorsque le fait est qualifié crime, l'action se prescrit par dix ans.

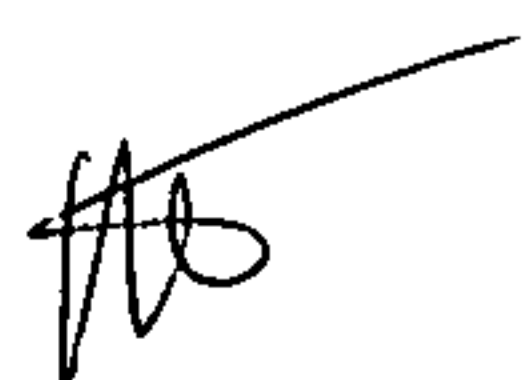
IV - Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable, en sa totalité.

Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

Il ne peut engager de nouvelles affaires qui s'il y a été autorisé, soit par les associés, soit par décision de justice s'il a été nommé par cette voie. Il continue les affaires en cours, sauf décision contraire des associés ou du Tribunal.

Dans les six mois de sa nomination, le liquidateur doit réunir l'assemblée des associés, à l'effet de leur présenter un rapport sur la situation de la Société et sur la poursuite des opérations de liquidation.

W



Toutefois, ce délai peut être porté à douze mois par décision de justice sur sa demande.

Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice social, le liquidateur doit établir une situation comptable active et passive ainsi qu'un rapport écrit par lequel il rend compte des opérations de liquidation au cours de l'exercice écoulé. Le liquidateur convoque l'assemblée sur les comptes annuels dans les conditions normales. Cette assemblée statue sur les comptes de l'exercice, donne les autorisations nécessaires et, éventuellement, renouvelle les contrôleurs et les commissaires aux comptes, s'il en existe.

Si la majorité requise ne peut être réunie, il est statué par ordonnance du Président du Tribunal du Commerce sur requête de tout intéressé.

Le liquidateur peut toujours et à toute époque réunir les associés en assemblée pour leur soumettre toutes propositions et décisions sur le déroulement des opérations de liquidation de la Société.

S'ils sont plusieurs, les liquidateurs peuvent exercer leurs fonctions ensemble ou séparément. Toutefois, ils établissent et présentent un rapport commun aux assemblées des associés.

Sauf consentement unanime des associés, la cession de tout ou partie de l'actif de la Société à une personne ayant eu dans celle-ci la qualité de gérant, de membre du conseil de surveillance, de commissaire aux comptes ou de contrôleur ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du Tribunal de Commerce, le liquidateur et, s'il en existe, le commissaire aux comptes ou le contrôleur dûment entendus.

La cession de tout ou partie de l'actif de la Société en liquidation au liquidateur ou à ses employés ou à leurs conjoint, ascendants ou descendants, est interdite.

La cession globale de l'actif de la Société ou l'apport de l'actif à une autre Société notamment par voie de fusion, est autorisée par décision de l'assemblée extraordinaire des associés.

La dissolution de la Société met fin aux fonctions des commissaires aux comptes en exercice au moment de la dissolution, sauf décision contraire de l'assemblée des associés ou lorsque la liquidation intervient en application des dispositions des articles 402 et suivants de la loi 24 juillet 1966.

En fin de liquidation, le liquidateur soumet les comptes définitifs de liquidation aux associés qui, par décision ordinaire, statuent sur lesdits comptes, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et prononcent la clôture de la liquidation.

A défaut, tout associé peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer les associés et de provoquer la décision dont il s'agit.

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer valablement ou si elle refuse d'approuver les comptes du liquidateur, il est statué par décision de justice, à la demande de celui-ci ou de tout intéressé.

L'avis de clôture de la liquidation est publié conformément à la loi en vue de parvenir à la radiation de la Société du R.C.S. Sauf décision contraire de l'assemblée de clôture, le ou les liquidateurs effectuent les répartitions nécessaires entre ex-associés et prennent toutes mesures nécessaires pour que ceux-ci soient remplis de leurs droits.

TITRE VII**CONTESTATIONS****Article 35.****CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du siège social.

TITRE VIII**Article 36.****JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE DE LA SOCIETE - IMMATRICULATION OU REGISTRE DU
COMMERCE - PUBLICITE - POUVOIRS**

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.

En vue d'obtenir cette immatriculation, les associés soussignés seront tenus de souscrire et déposer au Greffe du Tribunal de Commerce la déclaration de conformité prescrite par la loi.

Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la société en Formation, par Monsieur GARCIA Alexandre, tel que ces actes sont relatés dans l'état ci-annexé, avec précision des engagements qui en sont la conséquence.

Toutes ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés

La Gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la Société en formation, les actes et engagements entrants dans l'objet social et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 16 requiert pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre les associés, une autorisation de la collectivité des associés.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société après vérification par l'assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des compte du premier exercice social.

Article 37.-PUBLICITE – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur GARCIA Alexandre, l'effet d'accomplir les formalités prescrites par la loi, et notamment à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait en cinq (5) originaux,
A PARIS ; le 11 Février 2006.

Comprenant :

-Pages : 27

-Renvoi(s) : 0

-Blanc(s) barré(s) : 0

-ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) 0

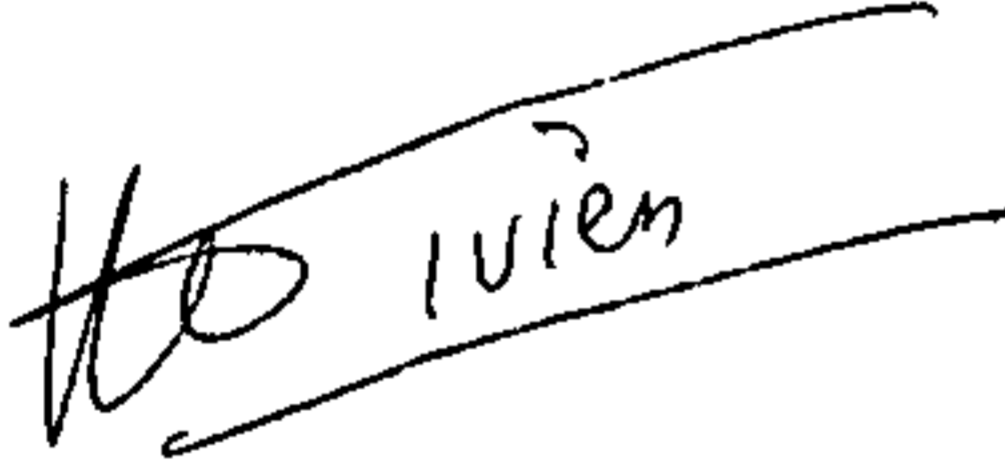
-Chiffre(s) nul(s) 0

-Mot(s) nul(s) 0

Monsieur VIVIEN Cédric Roger.

Handwritten signature of Cédric Roger Vivien, consisting of a large, stylized cursive 'C' followed by 'R' and 'V', with the initials 'ew' written below.

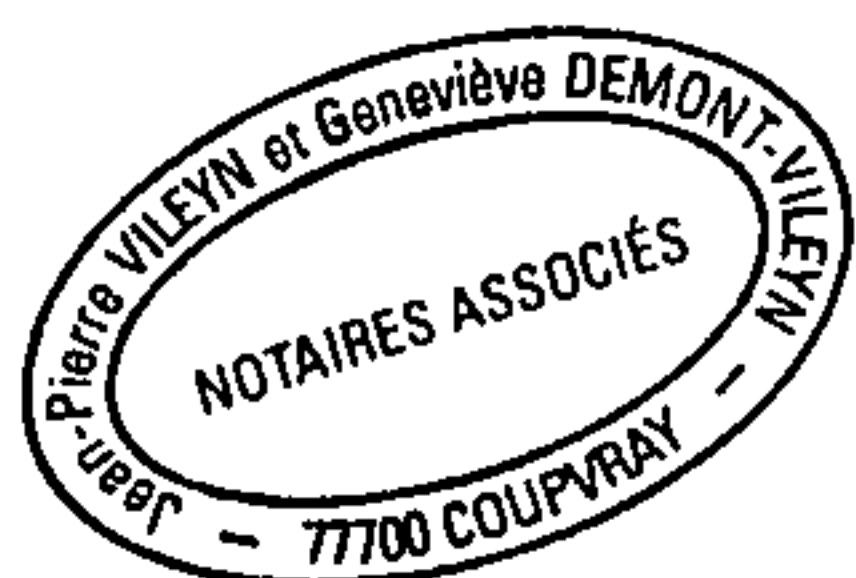
Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène.

Handwritten signature of Annick Marie Hélène Vivien, consisting of a large, stylized cursive 'A' followed by 'V', with the name 'VIVIEN' written above it.

Annexe

- Certificat de mutation des parts sociales de Monsieur VIVIEN Michel, Roger décédé à
Madame PAULE veuve VIVIEN Annick Marie Hélène

Handwritten signature in the bottom right corner of the page.



DROIT DE TIMBRE PAYÉ SUR ÉTAT
Autorisation du 1^{er} janvier 1989

L'AN DEUX MIL CINQ
LE DIX HUIT NOVEMBRE

Maître Geneviève DEMONT-VILEYN notaire associé de la Société Civile Professionnelle "Jean-Pierre VILEYN et Geneviève DEMONT-VILEYN, notaires associés" titulaire d'un Office Notarial à COUPVRAY (Seine et Marne) 43, rue d'Esbly, soussigné,

A délivré le présent

CERTIFICAT DE MUTATION.

ATTENDU, le décès du DEFUNT et sa dévolution successorale ci-après relatée

VU, la ou les pièces relatives aux biens de caractère mobilier énoncés sous le titre "IMMATRICULE", l'extrait de l'acte de décès du DEFUNT et le ou les actes ci-après analysés.

CERTIFIE conformément aux lois et décrets en vigueur que les biens de caractère mobilier désignés sous le titre "IMMATRICULE", avec le cas échéant, tous intérêts ou dividendes échus ou à échoir, tous prorata d'arrérages courus au décès, appartiennent conjointement aux AYANTS DROIT en leurs qualités ci-après relatées.

CERTIFIE ET ATTESTE en outre, qu'il y a parfaite identité de personne entre le DEFUNT et celle dénommée et prénommée dans l'immatricule ci-après quels que soient l'orthographe du nom patronymique, le nombre et l'ordre des prénoms qui s'y trouvent mentionnés.

Q

DEFUNT

Monsieur Michel Jean Roger VIVIEN, Directeur, de nationalité Française, époux de Madame Annick Marie-Hélène PAULE, demeurant à CHALIFERT (77144), 1, ruelle des Grands Jardins.

Né à VERSAILLES (78000), le 19 janvier 1953.

Décédé à LAGNY SUR MARNE (77400), le 06 février 2005.

MARIAGE-REGIME MATRIMONIAL

Monsieur et Madame VIVIEN-PAULE étaient mariés sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de MASSY (91300), le 29 juin 1974 .

DISPOSITION POUR CAUSE DE MORT

Donation entre époux suivant acte de l'Office Notarial de Neuilly sur Marne (93330) le 06 novembre 1989,

Par suite de l'existence d'enfants , elle donne vocation, au choix du CONJOINT SURVIVANT

- soit à la pleine propriété de la quotité disponible la plus large en faveur d'un étranger,

- soit à un/quart en pleine propriété et les trois autres quarts en usufruit.

- soit à l'usufruit de tous les biens meubles et immeubles composant la succession du DEFUNT.

DEVOLUTION SUCCESSORALE

CONJOINT SURVIVANT

Madame Annick Marie-Hélène PAULE, sans profession , de nationalité Française, veuve de Monsieur Michel Jean Roger VIVIEN, demeurant à CHALIFERT (77144), 1, ruelle des Grands Jardins.

Née à BOULOGNE BILLANCOURT (92100), le 24 mars 1955.

HERITIERS

1°/ Monsieur Cédric Roger VIVIEN, technico-commercial, de nationalité Française, époux de Madame Stéphanie Patricia REITZ, demeurant à VILLIERS SUR MORIN (77580), 10, rue de la Picardie.

Né à FRESNES (94260), le 27 mars 1978.

Marié sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me Damelet notaire à COUILLY PONT AUX DAMES préalable à leur union célébrée à la mairie de VILLIERS SUR MORIN (77580), le 11 septembre 2004.

2°/ Monsieur Mathieu Roger VIVIEN, sans profession, de nationalité Française, célibataire majeur , demeurant à CHALIFERT (77144), 1, ruelle des Grands Jardins.

Né à LAGNY SUR MARNE (77400), le 28 juin 1983.

01



Jean-Pierre VILEYN
Geneviève DEMONT-VILEYN
Notaires Associés
S.C.P. TITULAIRE D'UN OFFICE NOTARIAL

Julie VILEYN-RIBY
Notaire assistant

Successesseur de Me DEMONT

☎ : 01 60 04 30 28
Télécopie : 01 60 04 63 80
E-mail : scp.vileyn.demont@notaires.fr
CDC Esbly 0000113130S

ÉTUDE FERMÉE LE SAMEDI

SARL 1 FORMATIC SERVICES
10 bis rue de la Picardi

77580 VILLIERS SUR MORIN

Le 18 novembre 2005

Succession de Mr Michel VIVEN
N/Réf : Me DEMONT-VILEYN/DO

Messieurs,

Je vous prie de trouver, ci-joint, l'expédition du certificat de propriété, régularisé le 18 Novembre 2005, constatant la transmission des parts de la SARL que détenait Monsieur Michel VIVIEN, décédé le 6 février 2005.

Vous en souhaitant bonne réception, et demeurant à votre disposition,

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

Me G.DEMONT-VILEYN

43, rue d'Esby 77700 COUPVRAY

MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGRÉÉE. LE RÉGLEMENT DES HONORAIRES PAR CHÈQUE EST ACCEPTÉ

QUALITES DES AYANTS DROIT - VOCATIONS HEREDITAIRES.

Madame Annick PAULE-VIVIEN est le conjoint survivant .

Messieurs Cédric et Mathieu VIVIEN sont les deux enfants du défunt comme étant issus de l'union ayant existé avec son conjoint survivant

* Le conjoint survivant a vocation :

- au bénéfice de l'article 757 du Code Civil lui accordant, à son choix, l'usufruit de tous les biens de la succession ou la propriété d'un/quart des mêmes biens.

Toutefois, cet avantage se confond avec le bénéfice plus étendu des dispositions de dernières volontés prises par le défunt en sa faveur.

- au bénéfice de la donation entre époux du 6 Novembre 1989 relatée plus haut.

* Messieurs Cédric et Mathieu VIVIEN ont vocation indivisément au surplus de la succession, divisément chacun pour moitié

NOTORIETE

Ainsi que ces qualités sont constatées aux termes d'un acte de notoriété dressé par Maître Geneviève DEMONT-VILEYN, notaire associé soussigné le 18 Novembre 2005.

Il dépend de la succession de Monsieur Michel VIVIEN

IMMATRICULE

VINGT (20) PARTS numérotées de 81 à 100 de la SARL "1 FORMATIC SERVICES" dont le siège social est à Villers sur Morin (77580) 10 bis rue de la Picardie, immatriculée au RCS de Meaux sous le numéro 442 292 967 000 (27).

Valeur unitaire au décès de Mr VIVIEN : SIX CENT SIX EUROS ET QUATORZE CENTIMES (606,14 euros)

Soit d'une valorisation globale au décès de :DOUZE MILLE CENT VINGT DEUX EUROS et QUATRE VINGT CENTIMES (12.122,80 euros)

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent **CERTIFICAT DE MUTATION** pour servir et valoir ce que de droit, établi sur 3 pages.

En l'étude du notaire soussigné

A la date indiquée en tête des présentes.

Et le notaire a signé à cet endroit.

Renvois : -

Mots rayés nuls : -

Chiffres rayés nuls : -

Lignes entières rayées nulles : -

Barres tirées dans les blancs : -

Suivent les signatures.

La minute de cet acte porte la mention :Droit d'enregistrement payé sur état : SOIXANTE QUINZE EUROS.

POUR COPIE AUTHENTIQUE réalisée par copieur TOSHIBA E Studio

45.

